



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
parc d'activités d'Angers St Barthélemy d'Anjou
CS 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 7 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ZaCh System SA

ZI La Croix Cadeau
CS 10079
49240 Avrillé

Références : SRNT/2023-0445_RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2023 dans l'établissement ZaCh System SA implanté ZI La Croix Cadeau CS 10079 49240 Avrillé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZaCh System SA
- ZI La Croix Cadeau CS 10079 49240 Avrillé
- Code AIOT : 0006301144
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ZACH SYSTEM, située dans la commune de AVRILLE, fabrique des principes actifs pharmaceutiques pour les médicaments.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des situations d'urgence au cours d'un exercice PPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	moyens de communication	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I	/	Sans objet
2	remontée des potentiels de dangers	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
3	formation et entraînement aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
4	moyens de communication dans la salle POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	état des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a participé à un exercice PPI sur le site de ZaCh System au cours duquel la gestion des situations d'urgence mise en place sur le site a été évaluée, par sondage, à travers des constats sur le terrain au cours des différentes phases. Même si l'exercice s'est globalement bien déroulé, un certain nombre de points d'amélioration ont été relevés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : moyens de communication

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de communication
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements. <p>Constats : L'exercice PPI avait été préparé en amont avec les différents acteurs. Le scénario retenu était inconnu des équipes sur le site de ZaCh System. Il s'agissait de la simulation d'un incendie du parc à solvant sur le site. Les différentes situations d'évolution du sinistre avaient été préétablies afin de tester les différents moyens à utiliser dans des temps concentrés. Les différentes phases ont permis de simuler la montée en puissance des moyens, tout d'abord avec l'intervention sur le site par les équipes internes puis avec l'appel aux secours extérieurs (SDIS) pour tester la coordination des équipes sur le terrain et en salle de commandement.</p> <p>La phase de gestion des opérations de secours sur le site est pilotée par un chef des équipiers de seconde intervention (ESI).</p> <p>Le chef ESI prend ses consignes (par talkie-walkie) depuis la salle de commandement (salle POI) qui est mise en place sur le site et qui lui remonte les informations nécessaires à la gestion de la situation. Il sort ensuite sur le terrain au poste « ESI » pour diffuser les consignes aux équipiers de seconde intervention.</p> <p>Plusieurs observations sont remontées sur l'organisation de ce poste-clé, pour lequel l'exploitant devra mettre en place des mesures appropriées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - son installation, le jour de l'exercice, sur le bord d'une cuvette de rétention de la cuve 17, cuve qui porte le pictogramme "toxique", ce point est problématique à plusieurs points de vue car : <ul style="list-style-type: none"> - le chef ESI se met potentiellement en danger en cas d'incident qui toucherait cette installation, la situation géographique ne permettant pas non plus de coordonner au mieux l'intervention - pour le scénario en question, il n'avait pas de visibilité sur les accès à la zone d'intervention et devait donc faire des allers-retours au bout de l'allée pour visualiser la zone - le muret de la rétention ne permet pas de disposer les documents d'intervention de manière stable et de les compléter par les informations remontées du terrain. <p>Ce positionnement ne permet pas une bonne coordination des moyens de secours en interne.</p>

- la transmission par le talkie-walkie avec la salle POI est en général peu audible, en outre, le chef ESI ne dispose pas d'autre moyen pour communiquer à distance avec les binômes déployés et ne peut passer ses consignes qu'en leur présence, il doit aussi attendre leur retour pour disposer des informations terrain.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : remontée des potentiels de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, potentiels de dangers présents

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.

Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

Constats : Le rôle des équipes sur le terrain est aussi de remonter les points singuliers rencontrés lors de la situation accidentelle afin que le directeur des opérations interne (DOI) puisse en tenir compte dans la stratégie adoptée.

Nous avons constaté que, le jour de l'exercice, des piles de palettes vides (a minima 100 palettes) se situaient à proximité de l'incendie simulé (10 m) pouvant occasionner soit une transmission de l'incendie, soit un obstacle au déploiement des équipes d'intervention, prévu depuis la salle POI.

A proximité, des palettes, plus de 70 fûts ainsi que des containers plastiques sont stockés et n'ont pas non plus fait partie du recensement des potentiels de dangers ou obstacles présents sur le terrain.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : formation et entraînement aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, formation et entraînement aux situations d'urgence

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.

Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

Constats : Lors de l'exercice, il est constaté plusieurs situations qui indiquent que des entraînements plus réguliers seraient nécessaires afin de ne pas perdre de temps au déclenchement d'une situation d'urgence:

- l'oubli d'un masque de protection d'un des binômes qui s'en est rendu compte une fois arrivé à proximité du lieu origine de l'accident

- la difficulté de branchement sur le poteau incendie (déjà rencontré lors de l'inspection du 22 mars 2021, pour laquelle il avait été demandé à l'exploitant de prévoir des entraînements spécifiques sur ce point).

Sans dérouler systématiquement l'ensemble de la mise en place des opérations nécessaires à la gestion des situations d'urgence, l'exploitant devrait prévoir des entraînements ciblés plus fréquents sur des phases clés des interventions.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : moyens de communication dans la salle POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, moyens de communication dans la salle POI

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.

Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

Constats : Lors de l'exercice du 1er juin, la salle POI ne disposait que d'un seul ordinateur pour envoyer les courriels d'information et de réponse aux sollicitations. Il a été constaté que cet ordinateur était aussi mobilisé pour d'autres missions, parasitant les demandes d'information provenant du PCO.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : état des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, état des matières stockées

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats : Lors de l'exercice PPI, l'exploitant a transmis au COD deux états des matières stockées qui n'étaient pas cohérents l'un avec l'autre, cela pose la question du circuit de transmission et de la validation des éléments transmis aux autorités.

Ce constat est en lien direct avec les outils de transmission des données aux autorités (point

précédent).

L'organisation mise en place doit répondre au double objectif de l'état des matières présentes dans chaque zone de l'établissement et l'état sous forme synthétique devant servir pour information vulgarisée. Il semble que la terminologie "état des stocks" laisse apparaître une confusion générale sur ce qui est attendu dans ces termes.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet